

**Israël - Territoires palestiniens -
Entretien de M. Emmanuel Macron,
président de la République, avec M.
Mahmoud Abbas, président de
l'Autorité palestinienne -
Communiqué de la présidence de la
République**

(Paris, 21 septembre 2018)

Le président de la République s'est entretenu vendredi 21 septembre avec le président palestinien Mahmoud Abbas, quelques jours avant leur déplacement à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies.

Ce long entretien a permis d'évoquer la situation délicate dans laquelle se trouve l'Autorité palestinienne, alors que l'année 2018 a été jalonnée de décisions qui ont été autant de coups contre la solution à deux Etats telle qu'agréée par les accords d'Oslo il y a 25 ans, et d'échanger sur les prochaines échéances.

Le président de la République a réitéré le plein engagement de la France pour renouer le fil du dialogue entre Palestiniens et Israéliens et confirmé au président Abbas la volonté de la France de se mobiliser sur le terrain diplomatique pour faire évoluer une situation qui n'est plus tenable.

Le président Macron a rappelé à Mahmoud Abbas qu'il n'y avait pas pour la France d'autre solution que celle des deux Etats. Les paramètres internationaux tels que définis collectivement doivent rester notre boussole.

Les présidents Macron et Abbas ont évoqué Gaza et la nécessité de tout faire pour y améliorer la situation humanitaire. Ils ont également évoqué les discussions en cours, sous les auspices de l'Egypte, entre l'Autorité palestinienne et le Hamas en faveur de la réconciliation inter-palestinienne. La France soutient ces efforts et encourage le président Abbas et le Hamas à y prendre part pleinement afin de permettre le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza et la tenue d'élections dans les prochains mois, contribution essentielle à la mise en place d'un Etat palestinien démocratique.

Le président de la République a rappelé son attachement à la sécurité d'Israël et dans le même temps la condamnation par la France de la politique de colonisation israélienne, qui s'est poursuivie et accélérée ces derniers mois. Dans ce contexte, les deux dirigeants ont notamment évoqué la situation emblématique du village palestinien de Khan al-Ahmar à l'est de Jérusalem, menacé de démolition. La France, en lien avec ses principaux partenaires européens, s'est exprimée vigoureusement pour prévenir sa démolition et l'évacuation forcée de ses habitants, qui constitueraient une très grave violation du droit international. Elle appelle

solennellement les autorités israéliennes à ne pas procéder à cette démolition.

D'autres décisions dangereuses pour la sécurité de tous, y compris d'Israël, sont venues mettre en péril le dispositif mis en place par les Nations unies pour porter secours aux réfugiés palestiniens. Aujourd'hui, la capacité de l'UNRWA [l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient] à s'acquitter de ses missions n'est plus garantie./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)